



DECLARATION FSU – CDEN 62

21 novembre 2022

Face à la situation de crise sans précédent que traverse le Service Public de l'Education Nationale, la FSU a découvert avec consternation la minute Pap lancée il y a peu. Cette "minute" dit finalement bien tout le mépris gouvernemental pour les personnels et la communauté éducative. Elle est le symbole d'une profonde crise démocratique, d'un dévoiement de la parole ministérielle: une minute de com' hors sol qui dissimule mal l'absence d'écoute des représentants des personnels et la volonté de vider les instances de leur contenu.

Elle fait écho également à la désinvolture dans l'organisation des élections professionnelles : calendrier des procédures non respecté, notices de vote toujours pas arrivées, non-respect des textes officiels quant à l'affichage sur le lieu de travail...

Et que dire des déclarations du Ministre il y a quelques jours à Marseille sur la question des salaires? C'est la question n°1 dans les écoles et les établissements scolaires. C'est elle qui explique en grande partie la crise du recrutement qui prend de mois en mois tellement d'ampleur que le Ministère se voit contraint de prolonger la période d'inscription aux concours de recrutement...Mais au lieu de revaloriser les personnels et de stopper le déclasserement salarial (moins 20% en moyenne en 20 ans que ce soit pour les débuts, les milieux ou les fins de carrière...) ce qui relègue la France à la 15^è place des pays de l'OCDE... , le Ministre déclare maintenant qu'enseignant, on peut l'être 10 ans mais qu'ensuite, il faut aller voir ailleurs... pour mieux se défausser de ses responsabilités. A la FSU, nous n'avons jamais changé d'avis: nous revendiquons une augmentation salariale pour tous les personnels, sans contreparties, ni remplacements à l'interne, ni nouvelles missions... le temps de travail des enseignants ayant par ailleurs explosé selon le Ministère lui-même.

Cette crise s'explique aussi par les conditions de travail.

Dans le second degré, alors que dans le département, les effectifs collège (hors SEGPA) ont augmenté de 378 élèves, soit 0,6%, les moyens globaux ont diminué de 646,96H, soit 0,84%, mais en terme d'heures postes, les moyens ont diminué de 1450,06HP, soit une baisse de 2%, l'équivalent de 80 postes et demi. Une augmentation équivalente en HP de 0,6% se serait traduit par une dotation de 104,7 ETP. Alors que l'IPS dans le Pas-de-Calais est de 91,2 (la moyenne nationale étant de 103), c'est l'éducation prioritaire qui a le plus fait les frais de la baisse de moyens : en rep+, alors que sur la même période les effectifs croissaient de 3,6%, le H/E diminuait de 4,3%...Les perspectives 2023, avec la suppression de 500 emplois dans le second degré ne laissent pas augurer d'une meilleure rentrée. Combien de classes surchargées avec notamment un nombre d'élèves à besoins particuliers en augmentation constante, combien de remplacements non assurés en particulier dans les disciplines qui peinent à recruter, combien d'élèves de plus en plus en difficulté puisqu'il n'y a jamais eu de quoqu'il en coûte pour l'Education? En Education Prioritaire, les tentatives de contractualisation multiples ne font qu'épuiser les personnels sans rien apporter à la réussite des élèves: nous continuons de demander une refonte de la carte de l'Education Prioritaire avec des critères nationaux et des moyens conséquents. Et que dire enfin du projet de réforme du lycée professionnel dont l'objectif est de livrer à la précarité permanente un tiers de nos élèves et à les priver du droit à une formation de citoyen digne de ce nom ?

En ce qui concerne le premier degré, nous regrettons une nouvelle fois que les enseignants fassent les frais de l'impréparation et de la méconnaissance du terrain de la part de notre gouvernement.

En effet, la multiplication des tâches qui doivent être décomptées des 108h et de la journée de solidarité ne fait qu'accroître le mal-être au travail des personnels. Constellation, grand débat, évaluation d'école, dispositifs pHare, formation laïcité, etc...plus aucun personnel ne sait sur quel temps décompter chacune des réunions. Ca déborde et ces lubies ministérielles ne correspondent en rien aux besoins des personnels. Elles sont d'ailleurs loin de faire l'unanimité sur le terrain et les

enseignant.es y participent par obligation. Le risque est grand aussi de voir les équipes diminuer le temps de concertation pour construire des projets qui font sens pour les élèves, de se réunir pour construire une expertise et un véritable suivi des élèves qui en ont besoin.

Le projet de budget pour 2023, imposé par l'exécutif sans débat à l'Assemblée nationale, entérine la suppression de 1 117 postes dans le premier degré. Ce coup de rabot sur les moyens, inédit depuis cinq ans, contredit l'engagement du président de la République à faire de l'éducation une priorité et préfigure déjà des cartes scolaires sous tension. On peut craindre que ce n'est pas l'an prochain que tous les élèves présents dans les classes seront pris en compte, ce n'est pas l'an prochain que les effectifs des classes non allégées ne dépasseront pas 20 élèves. Ce n'est pas l'an prochain, que le remplacement sera plus efficace. Ce n'est pas l'an prochain que la formation continue s'améliorera. Ce n'est pas l'an prochain non plus que l'excellence inclusive sera atteinte.

La FSU rappelle son exigence d'un plan d'urgence pour l'École sous la forme d'un engagement budgétaire pluriannuel à hauteur des besoins.

En ce qui concerne la partie Département, la FSU avec le SNEP-FSU se satisfait de l'annonce du CD62 lors du dernier groupe de travail pour garantir le paiement des dépenses énergétiques malgré leur augmentation, les élèves doivent être assurés de cours d'EPS et d'AS dans de bonnes conditions à l'instar de toutes les autres disciplines.

Par ailleurs, suite à certaines de nos remarques et remontées de terrain, nous remercions le CD62 pour le retour à un fléchage de la subvention de la natation des 6èmes non nageurs.

Nous constatons cependant qu'actuellement, en période de préparation des CA budget, certains chefs d'établissements communiquent aux équipes dans le sens d'une indigence des moyens alloués par le Conseil Départemental pour supprimer sorties scolaires et actions pédagogiques.

Enfin, nous vous remercions, Monsieur le Directeur Académique et Mme la Vice-Présidente de nous avoir tenus au courant de la situation du collège de Marquise. Nous notons avec satisfaction la dotation supplémentaire de 5 AED pour faire face aux nouvelles conditions matérielles d'enseignement, mais nous nous interrogeons sur l'absence pour l'instant de recrutement en AESH et sur les conditions de travail de certains enseignants, notamment en EMCC ou en AP...et sur la prise en charge des frais de déplacement avec le site d'Ambleteuse.